

# DIFFICULTÉS D'INTÉGRATION D'UNE RÉGION À L'ESPACE NATIONAL, LE CAS DES HAUTES PLAINES SUD-ORANAISES

*Par HADEID Mohamed.*

Chargé de Cours.

Université d'Es Sénia., Oran, Algérie.

## ملخص:

عرفت الجزائر تحولات مهمة بفضل برامج التنمية المعتمدة من قبل الدولة و هذا منذ الاستقلال. هذا المشروع كان لديه هدفين أساسيين : رفع البلاد إلى درجة معينة من التطور الإقتصادي و الاجتماعي و تحسين ظروف المعيشة للجزائريين. لكن هذه السياسة عرفت تباينات زمنية و أيضا مجاليا. بالفعل، تدخل الدولة باستعمال سياسة التصنيع و التقسيمات الإدارية لم يمكنها من القضاء على الفوارق الجهوية الموروثة من الفترة الاستعمارية. السهول العليا الجنوب- وهرانية لا تزال باقية على هامش التطور. سياسة التهيئة القطرية للبلاد لم تتمكن إلى حد الآن من إدماج هذا الإقليم في المجال الوطني. فهل هذا الفشل أسبابه ترجع إلى عدم كفاية الاستثمارات الموجهة إلى المنطقة أم أن الظروف الطبيعية الصعبة هي التي وراء تهميش هذه المنطقة السهبية ؟

## RÉSUMÉ :

L'Algérie a connu des mutations importantes grâce au programme de développement entrepris par l'Etat et ce, dès l'indépendance. Ce projet avait un double objectif : hisser le pays à un certain degré de développement économique et sociale et améliorer les conditions de vie des algériens. Cependant, cette politique a connu des nuances à travers le temps mais aussi au niveau spatial. En effet, l'intervention de l'Etat à travers sa politique d'industrialisation et des découpages administratifs n'a pas pu faire disparaître les disparités régionales héritées de la période coloniale. Les Hautes Plaines Sud-Oranaises demeurent toujours en marge du développement. La politique d'Aménagement du Territoire du pays n'a pas réussi encore à intégrer cette région à l'espace national. Les causes de cet échec sont-elles liées à l'insuffisance des investissements octroyés pour la région considérée ou bien c'est les conditions naturelles difficiles de cet espace qui sont derrière la marginalisation de la steppe sud-oranaise ?

## ABSTRACT:

Algerian state has experienced some important transformations thanks to development programme undertaken by the state from the independence. this project had to fulfil a double objectives: to push the country to some extent of social and economic development and to improve life condition of algerian people, however this policy has experienced slight differences through time and spacial level. In fact, state intervention by means of policy of industrialization and administrative divisions which couldn't remove regional disparities inherited from colonial period. The south high plains of Oran are still remaining on the periphery of development. The policy of national planning has not succeed to integrate this region to the national area. Either are the causes of this failure linked to insufficiency of investments allocated for this considered region or the difficult natural conditions which are behind the marginalization of oran south steppe ?

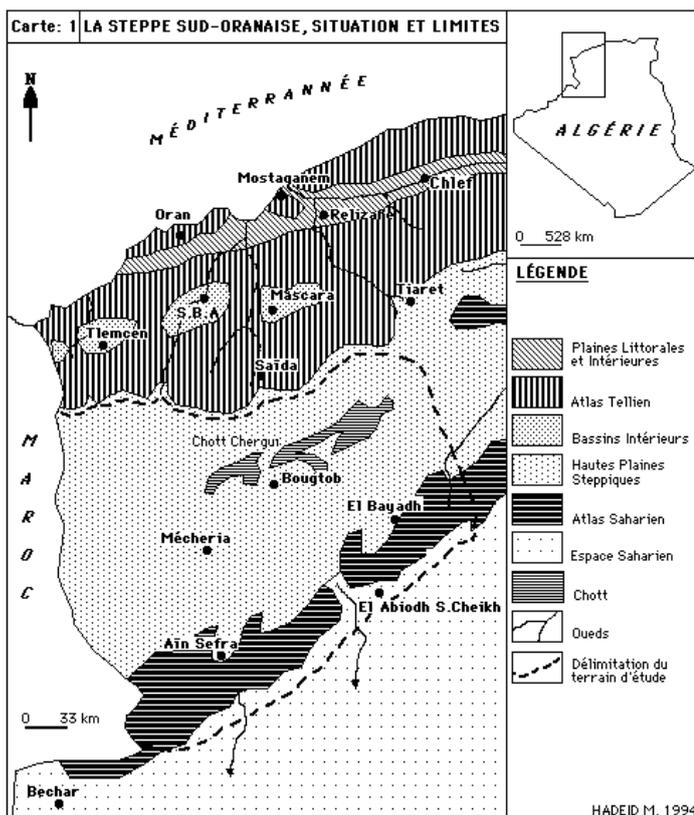
## Introduction.

L'Algérie a connu des mutations importantes grâce au programme de développement entrepris par l'Etat et ce, dès l'indépendance. Cette dernière devait être comprise comme une triple rupture, politique d'abord, économique ensuite et spatiale enfin. L'État, en tant que pouvoir politique centralisé, s'est donné la primauté dans la conduite du projet de développement national en s'engageant dans une politique d'équilibre régional dans un but de redressement des inégalités et de dynamisation des économies affaiblies de certaines régions. Cette politique est considérée beaucoup plus comme une politique d'équilibre régional qu'une véritable politique d'Aménagement du territoire.

Ce qui explique les insuffisances ou dérapages enregistrés au niveau des politiques sectorielles de développement, notamment le délaissement relatif dont a souffert l'espace rural. Les Hautes Plaines Steppiques, une des vastes régions rurales du pays, a hérité de la colonisation une société et une économie complètement déstructurée, basée auparavant sur le nomadisme et le pastoralisme. Elles demeurent toujours en marge de développement malgré les efforts consentis par l'Etat à travers les différents programmes de développement. Il s'agit, dans cette présente recherche de voir les causes et les mécanismes de cette difficulté à insérer cette région à l'espace national.

Les Hautes Plaines Sud-Oranaises constituent l'une des régions les plus vastes du pays. Elles représentent une très large barrière, qui sépare le Tell du Sahara dans la partie occidentale du pays, contrairement à la partie orientale. Représentant une entité géographique bien distincte, la steppe possède ses propres caractéristiques, sur le plan climatique, topographique, économique et humain. Cette région dont la superficie dépasse les 100 000 km<sup>2</sup>, se trouve bien abritée des influences atlantiques par le Moyen Atlas Marocain et des influences méditerranéennes par l'Atlas Tellien, alors qu'elle est en relation directe avec les influences sahariennes, étant donné que l'Atlas Saharien offre de larges passages. Sur le plan administratif, les wilayas d'El Bayadh et de Naama représentent la majeure partie de cette région, avec débordement de certaines communes, sur les franges du Sahara. (Carte: 1).

Durant la période coloniale, tout a été fait pour déstructurer cet espace fragile pour à la fois mieux le contrôler et mieux exploiter ces richesses animales surtout. Alors que depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, la région steppique est passée schématiquement par deux périodes principales reflétant l'évolution d'une politique de développement de l'Etat qui changeait en fonction du contexte politique et économique du pays.



### 1- Les Hautes Plaines Steppiques durant la période coloniale :

#### Déclenchement de la déstructuration d'un espace et d'une société longtemps en équilibre.

Après l'indépendance, l'espace algérien était en pleine mutation, bien que certaines régions n'aient pas évolué au même rythme.

Les Hautes Plaines Sud-Oranaises est l'une d'entre elles. Jusqu'à présent, et malgré tous les efforts consentis par l'Etat, cette région reste toujours en marge du développement. Les contraintes naturelles entrent pour une bonne partie dans ce processus, mais il y a aussi l'héritage colonial. Par ses espaces immenses et ouverts, par l'irrégularité de son climat et de sa rudesse, par la discontinuité de ses pâturages, la steppe offrait un mode de vie bien particulier: c'est celui du nomadisme. De cette forme d'adaptation de l'homme avec son milieu naturel, a découlé un certain équilibre écologique, permettant à l'homme, de subsister sans abîmer les caractères biogéographiques de cet espace.

L'organisation de ce dernier, était en fait basée sur les déplacements saisonniers des nomades "achaba"; ainsi, le vide urbain ne nous étonne pas, dans la mesure où sur le plan économique, les échanges se faisaient dans le Tell en été, et au Sahara en hiver. Quant à l'administration, elle n'aurait pu être sédentaire, l'autorité politique émanant de la tribu elle-même.

Durant l'occupation française, cet équilibre a été rompu, et l'organisation de l'espace steppique s'est modifiée radicalement, avec l'apparition du phénomène urbain. La politique coloniale visant à contrôler, à encadrer et à codifier tous les aspects de la vie nomade, à commencer par tracer des limites administratives sur cet espace ouvert. Elle a créé ensuite des centres urbains; outils essentiels de l'exploitation coloniale, ces derniers répondaient à trois préoccupations principales: le contrôle des populations, le relais du trafic de bétail et le lieu d'asile pour les nomades ruinés. Par ce quadrillage de l'espace nomade, la société et l'économie pastorale ont été complètement déstructurées par le démantèlement et la division des tribus, par la réduction des parcours et par le blocage de l'achaba.

### 2- Les Hautes Plaines Sud-Oranaises durant les deux premières décennies de l'indépendance : la stagnation d'une région.

Après l'indépendance, la colonisation a léguée une région en crise et sous-développée. Elle a surtout déclenchée depuis l'occupation de la steppe, le phénomène de regroupement de la population et par conséquent, celui de la sédentarisation des nomades, qui se poursuit jusqu'à nos jours. Depuis, l'Etat représente le principal acteur dans le renforcement du phénomène de regroupement de la population steppique et ce, en utilisant différentes opérations. Cette stratégie a été adoptée au niveau national, afin de permettre un encadrement plus au moins correct des populations, grâce à la réalisation de différents services sociaux, et ceci en mettant en place un réseau de centres bien hiérarchisé qui encadre tout l'espace national. Cette politique « d'aménagement du territoire », basée sur le développement des villes moyennes et la diffusion des petites villes n'a pas profondément touché la steppe sud-oranaise durant les deux premières décennies de l'indépendance. Période durant laquelle, les Hautes Plaines Sud-Oranaises appartenaient administrativement à la wilaya de Saïda.

Durant cette période, elle n'a pas été touchée par le processus de développement qu'ont connu les autres régions du Tell, puisqu'elle comptait tous les ingrédients du sous-développement, taux d'occupation faible, taux de chômage élevé...etc

En fait, toute la wilaya de Saïda englobait les mêmes caractéristiques, la raison pour laquelle, elle a été considérée comme l'une des régions les plus déshéritées du territoire national, et qu'il fallait la soutenir à partir d'autres programmes. Elle bénéficiait alors d'un Programme Spécial de Wilaya, programmes lancés à partir de 1966, dont l'objectif était de hisser ces régions marginalisées héritées de la période coloniale, à un certain niveau de développement, en lui donnant les conditions nécessaires et les moyens qu'il faut, pour faciliter leur insertion dans les plans nationaux de développement.

### **.2.1- Conditions d'intervention du Programme Spécial:**

Les caractéristiques socio-économiques qui ont permis à la wilaya de Saïda, d'obtenir un programme spécial (P.S.W.) sont:

#### **- Un profil socio-économique qui caractérise le sous-développement d'une région:**

Le caractère rural de la région est reflété par la structure socio-économique de la wilaya de Saïda, dominée par le secteur agricole. Ce dernier rassemblait plus que les 3/4 du total des occupés d'après le recensement de 1966. L'importance des occupés dans le secteur agricole, ne signifie pas que ce dernier était dynamique. En fait, le tiers des actifs agricoles étaient sans travail. Quant à l'industrie, moteur de la croissance économique, elle n'occupait que 7 %, en plus de l'artisanat. Représenté par quelques entreprises nationales, ce secteur secondaire modéré se localisait dans sa totalité dans le nord de la wilaya, la steppe était ainsi dépourvue de toute industrie.

#### **- Un sous-équipement marqué en matière de services éducatifs et sanitaires:**

Au lendemain de l'indépendance, la scolarisation dans la wilaya de Saïda connaissait un retard flagrant, par rapport aux autres wilayas du pays, la steppe était la plus touchée par ce phénomène, puisqu'en 1966, elle possédait le taux de scolarisation le plus faible du territoire nationale. Cette situation a permis à l'analphabétisme de régner dans la région, puisque d'après les données du recensement, 85 % des personnes de plus de 10 ans étaient analphabètes. Jusqu'au 1971, le progrès de la scolarisation était encore nettement insuffisant, les taux de scolarisation étaient toujours faibles, 55 % à Aïn Sefra, 50 % à Mécheria et 35 % à El Bayadh.

Le manque d'équipement et d'encadrement a marqué aussi le secteur sanitaire, ce dernier était totalement inadapté, les trois hôpitaux qui existaient dans la wilaya étaient tous vétustes et dataient du début du siècle: Saïda (222 lits), El Bayadh (112 lits) et Aïn Sefra (40 lits). De plus, la wilaya toute entière ne comptait que 25 médecins en 1966, soit un praticien pour 12000 habitants, et un infirmier pour 4200 habitants.

#### **- Un sous-développement de la région qui s'est répercuté sur ses villes:**

Le sous-équipement marqué de la wilaya, et l'insuffisance de ses structures économiques pouvant permettre le lancement du développement de la région, a touché massivement les centres urbains de la wilaya, et notamment le chef-lieu de wilaya Saïda.

En fait, Les répercussions de ce sous-équipement de la wilaya sont d'ordre social, suite à une constitution d'une masse considérable de sous-employés ou de chômeurs. La ville de Saïda par exemple, possédait un des taux de chômage les plus élevés de toute l'Algérie (40 % en 1966). Ce taux était en fait gonflé par les afflux considérables de populations, venant essentiellement des zones rurales et steppiques, totalement déshéritées après l'indépendance. Les répercussions d'ordre spatial sont liées à la prolifération des bidonvilles.

Toutes ces conditions qui caractérisaient la wilaya de Saïda, ont permis de la classer comme l'une des régions les plus déshéritées du pays; ainsi, il fallait de toute urgence, doter cette région d'un programme spécial, afin de lui permettre d'atténuer le retard qu'elle connaissait en matière d'équipements productifs et sociaux.

### **2.2- L'intervention étatique à travers les Plans Nationaux et le Programme Spécial de Wilaya: un choix sectoriel judicieux, mais non géographique.**

La situation économique et sociale critique de la wilaya de Saïda, et notamment sa partie steppique après la première décennie de l'indépendance, s'est accentuée après le total oubli qu'elle a subi durant le premier plan triennal (1967-1969), période certes où les structures politiques et économiques étaient en train de se mettre en place, mais la wilaya n'avait presque rien reçu, à part quelques actions destinées à limiter le chômage (programme de plein emploi, développement économique rural..).

Le premier plan quadriennal (1970-1973) n'allait pas satisfaire non plus, ni les besoins, ni les aspirations de la population, qui voulait à tout prix sortir de cette situation. Sur la masse totale d'investissements projetées sur tout le territoire national, la wilaya de Saïda, une des vastes régions du pays, n'a reçu que 0,55 % de cette masse, soit près de 186 millions de dinars.

Dans ces conditions, il était clair que la situation du sous-développement allait s'accroître et que le fossé allait se creuser un peu plus par rapport aux autres wilayas et notamment celles du tell.

Le Programme Spécial de Wilaya (P.S.W) était venu à temps, avec sa masse d'investissements qui tournait autour d'un milliard de dinars, et pour une durée de cinq ans (1972-1977); il était à cheval du premier au deuxième plan quadriennal.

La répartition sectorielle des investissements était judicieuse, dans la mesure où les 3/4 de la somme totale accordée par le P.S.W, étaient destinés aux secteurs productifs, avec une priorité donnée à l'industrie, l'hydraulique, l'agriculture et la mise en valeur, soit une valeur de 750 millions de dinars.

L'industrie, secteur le plus apte à redynamiser cet espace, par les emplois qu'elle crée, par les revenus qu'elle distribue, par les produits qu'elle fabrique et diffuse et par les relations ou bien les échanges inter-urbains qu'elle provoque, était la seule permettant l'intégration de cette région marginalisée à l'espace national. Ainsi, elle figurait en bonne position, puisqu'elle s'est accaparé 450 millions de dinars, le reste étant destiné à l'hydraulique, à l'agriculture et à la mise en valeur.

Cette répartition des investissements était peut-être rationnelle, et imposée par le contexte socio-économique qui marquait la wilaya toute entière, mais le vrai problème, résidait dans la distribution géographique de ces investissements. Le nord de la wilaya de Saïda (daïra de Saïda) paraissait plus favorisé par rapport aux daïras steppiques, puisqu'il a absorbé plus de 78,3 % des investissements productifs. (Voir tableau: 1).

Et si les daïras steppiques sont parvenues quand même, à obtenir près de 40 % des investissements agricoles, et plus de 60 % de ceux de l'hydraulique et la mise en valeur, il ne faut pas oublier que dans ces derniers, 83 millions de dinars étaient destinés au projet de Aïn Skhouna, pour la création d'un périmètre irrigué à Daïet Zraguet. Et si sur le plan physique, la zone de Aïn Skhouna appartient au domaine steppique ou près steppique, sur le plan administratif, elle appartient à la daïra de Saïda. Ainsi, les daïras steppiques n'ont touché que 35 millions de dinars (sur les 185 millions, soit 19 %) destinés à la recherche des forages et à l'entretien des puits d'eau en zone steppique. Quant aux projets industriels, on parlait d'une multitude de projets: menuiserie industrielle et briqueterie à Aïn Sefra, unité de montage de radiateurs à Mécheria et unité de montage de moteurs électriques à El Bayadh, mais aucun de ces projets n'a vu le jour, à part trois unités artisanales de tissage des tapis, employant moins de 20 travailleurs chacune et installées dans les trois chefs-lieux de daïras. La daïra de Saïda s'est accaparée de la totalité des projets industriels, qui étaient d'une importance telle que les crédits débloqués par le P.S.W n'étaient pas suffisants; le premier et le deuxième plan quadriennaux ont dû contribuer eux aussi au financement pour compléter ce qui a été programmé en matière d'industrie.

Si la répartition des investissements du P.S.W était aussi inégale, elle ne l'était pas moins pour ceux du premier et du deuxième plans quadriennaux, où les daïras steppiques n'ont reçu que 15 % des investissements agricoles pour le premier plan et 50 % pour le deuxième, et seulement 25 % de ceux destinés à l'hydraulique. Ainsi l'écart s'est creusé entre la steppe et la partie nord de la wilaya de Saïda, cette dernière s'est découvert un avenir industriel.

Ainsi, la steppe était délaissée, avec des moyens d'action bien faible, et ceci malgré les crédits importants de la Révolution Agraire, « dont la part prépondérante des investissements était destinée durant la troisième phase, à la création des villages pastoraux ». (COUDERC R., 1979).

### 3- La steppe sud-oranaise après 1985: Une relance économique médiocre, mais un début d'encadrement de la population steppique en matière d'équipements et de services:

Après le découpage administratif de 1985, la steppe sud-oranaise a été détachée de la wilaya de Saïda. Ainsi, la wilaya de Saïda s'est "débarrassée" d'une vaste région qui, à côté de ses conditions naturelles très rude (climat rigoureux, espaces immenses et ouverts...), elle était difficile à gérer et à équiper.

Cette refonte administrative qui a permis la création de deux wilayas dans la steppe, et qui représente un acquis sans précédent pour la population steppique, devrait théoriquement permettre la réalisation des objectifs de l'Option Hauts Plateaux (O.H.P), qui visait l'utilisation accélérée et prioritaire du potentiel humain et économique, selon les démarches appropriées aux conditions spécifiques de ces régions...

Ces objectifs s'insèrent dans la future politique d'aménagement du territoire, avec son triple aspect, d'élimination des disparités régionales, de mise en valeur de sauvegarde des ressources naturelles, et de peuplement harmonieux.

Quels sont donc les efforts de l'Etat durant cette deuxième étape qui a connu une refonte administrative des Hautes Plaines Sud-Oranaises ?

#### .3.1- Un recul net du sous-emploi entre 1966 et 1987:

L'étude de l'évolution du taux de chômage est un bon indicateur pour l'analyse socio-économique d'une région. L'approche globale montre nettement d'après le tableau: 2, la baisse qu'a connue le taux de chômage entre 1966 et 1987, mais le plus remarquable est la baisse de ce taux entre 1966 et 1977, car il passe de 26,5 % à 11,12 %. Cette période correspond aux premier et au deuxième plans quadriennaux ainsi qu'au P.S.W; Ces programmes ont-ils pu créer un nombre important d'emplois, permettant ainsi cette résorption de l'emploi ?

**Tableau: 1 Répartition sectorielle et géographique des investissements productifs du P.S.W de Saïda.**  
( En millions de Dinars ).

DAIRAS SECTEURS	Daïra de Saïda		Daïras steppiques		Total wilaya	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Industrie</b>	450	100	-	-	<b>450</b>	<b>60,0</b>
<b>Agriculture</b>	70	60,9	45	39,1	<b>115</b>	<b>15,3</b>
<b>Hydraulique et mise en valeur</b>	67	36,2	118	63,8	<b>185</b>	<b>24,7</b>
<b>Total</b>	<b>587</b>	<b>78,3</b>	<b>163</b>	<b>21,7</b>	<b>750</b>	<b>100,0</b>

Source: HADEID M., 1996.

**Tableau 2: Evolution du taux de chômage dans la steppe sud-oranaise:**

	1966	1977	1987
<b>S.T.R</b>	9727	4411	14072
<b>Population active</b>	36716	39664	78508
<b>Taux de chômage</b>	<b>26,5</b>	<b>11,1</b>	<b>17,9</b>

Source: O.N.S (1966,1977 et 1987).

Durant la deuxième décennie, le taux de chômage a augmenté pour atteindre 17,9 %. La croissance démographique d'une part, et la fin de plusieurs projets effectués par le secteur des B.T.P, représente peut-être la vraie raison de cette remontée. En raison de la crise économique et politique actuelle du pays, le chômage devrait augmenter théoriquement une autre fois comme c'était le cas en 1966. La tension se portera certainement sur les agglomérations notamment urbaines, qui connaissent des taux de croissance élevés, alimentés en grande partie par la zone éparse et la sédentarisation des nomades.

### **.3.2- Des efforts économiques insuffisants :**

Les efforts économiques de l'Etat durant cette étape n'a pas beaucoup favorisé le secteur industriel, dans la mesure où la politique d'industrialisation n'a pas touché la steppe, alors que le nord de la wilaya de Saïda, s'est totalement transformé après la création de deux zones industrielles dans la région ainsi que le complexe de papeterie de l'ex-SONIC. Les premières unités industrielles implantées dans la région, n'ont commencé à apparaître qu'après 1978, d'une façon ponctuelle et isolée, autrement dit, pas sous forme de zone industrielle. El Bayadh a été la première à être touchée par ce processus, avant même de devenir chef-lieu de wilaya. Mais, malgré les quelques unités industrielles implantées à Ras El Ma, Mécheria et Bougtob, l'industrie moteur de la croissance économique, est loin d'être une activité de base dans la steppe sud-oranaise. Cette région contient par contre, assez de matières premières pour généraliser les petites et moyennes industries, telles que la fabrication des matériaux de construction, les carrières, le tissage...etc. Cette faiblesse du secteur secondaire dans la steppe sud-oranaise est justifiée par l'absence des conditions nécessaires à cette activité (éloignement des grands centres urbains et des ports, manque d'eau et d'énergie, milieu physique contraignant..).

Ainsi, la majorité des investissements des différents programmes planifiés, a touché les autres secteurs, avec en premier lieu le secteur primaire qui s'est accaparé de la totalité des subventions octroyées par les programmes sectoriels et dans lesquels l'hydraulique absorbe presque la moitié des investissements (49,4 %), à cause de son importance dans un milieu où l'eau est un élément rare, notamment pour l'élevage. L'autre moitié a concerné essentiellement, le développement de l'agriculture, avec des opérations telles que les améliorations foncières, la création d'unités pastorales et agro-pastorales, le développement de la culture irriguée (au niveau de l'Atlas Saharien et sur les marges steppiques essentiellement), les

infrastructures rurales et de services (dispensaire vétérinaire, laboratoire vétérinaire, hangars de stockage..), qui ont récupéré plus de 70 % du total des subventions destinées à l'agriculture. Mais, malgré tout ces efforts, ce secteur dominé par le pastoralisme connaît actuellement une crise qui est loin d'être surmontée. Les aléas climatiques (sécheresse) d'une part, la réduction des transhumances, la sédentarisation du cheptel et les pratiques sauvages des gros éleveurs d'autre part, ont conduit à la dégradation du couvert végétal qui ne peut plus supporter la charge actuelle. S'il faut ajouter à tout cela l'augmentation des prix des aliments du bétail, les petits nomades ou éleveurs ne pourront plus résister à exercer le pastoralisme. La solution est souvent la sédentarisation en ville ou bien dans l'agglomération qui semble convenable (disponibilité des services sociaux: scolarisation, santé...),ou bien essayer de pratiquer l'agriculture sèche ou irriguée suivant la zone où l'eau est abondante ou non dans une période où l'interdiction des labours est très présente.

### **.3.3- Un effort non négligeable en matière d'équipements et de services :**

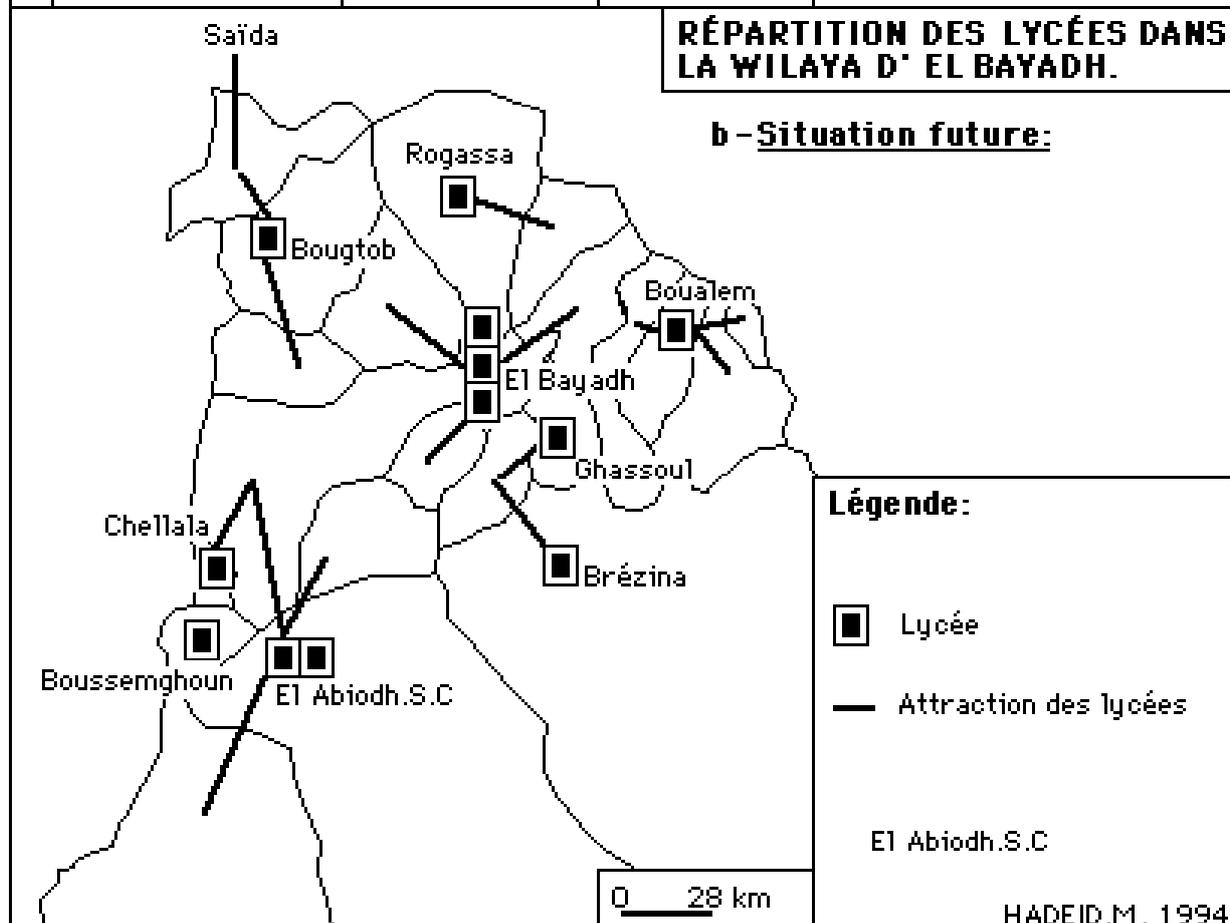
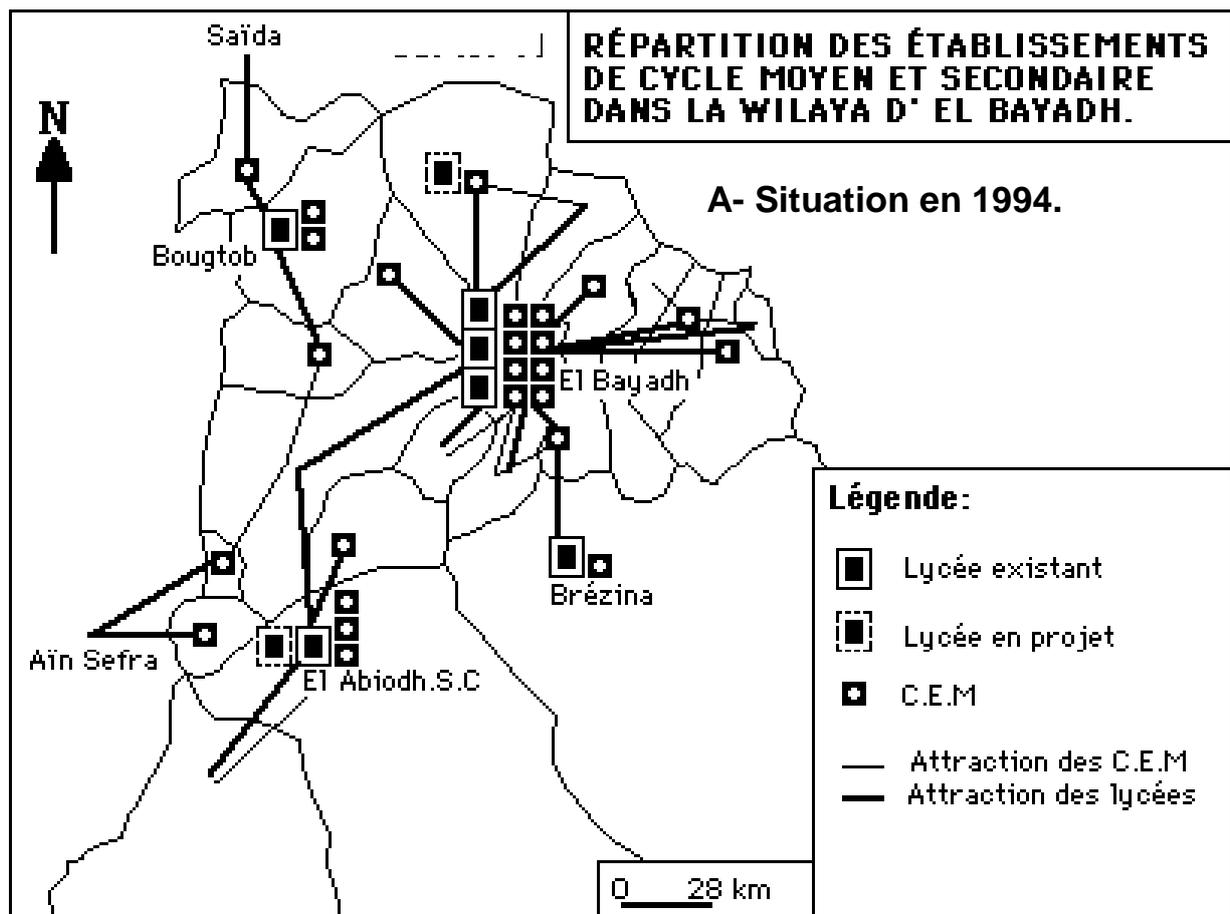
À côté de ses insuffisances économiques, on ne peut nier les efforts de l'État en matière d'équipements sociaux en général. En effet, sur le plan éducatif à titre d'exemple, L'État a fait beaucoup de progrès dans l'augmentation du taux de scolarisation, ce dernier était l'un des plus bas dans toute l'Algérie en 1966, avec 122 élèves sur 1000. Ces taux étaient encore très faibles jusqu'en 1971, même dans les agglomérations urbaines: El Bayadh, Mécheria et Ain Sefra, dont les taux étaient respectivement: 35%, 50%, 55% (COUDERC R., 1979).

A présent, le progrès dans la scolarisation est considérable dans la mesure où il touche même la population nomade avec des proportions acceptables.

Cet aspect est devenu tellement important pour les nomades, qu'ils ont été obligés de réduire leurs déplacements saisonniers, afin de permettre leurs enfants d'accéder à l'école. Le taux de scolarisation dépasse maintenant le seuil de 90 % pour les garçons et 80 % pour les filles, car les écoles primaires se trouvent dans les plus petits hameaux de la steppe.

Et si l'enseignement primaire est accessible à tous les enfants de la région, le cycle moyen l'est aussi, puisque chaque chef-lieu de commune possède pratiquement un C.E.M. (Collège d'enseignement moyen), à l'exception de sept chefs-lieux de la wilaya d'El Bayadh, qui dans leur majorité, sont issus du découpage de 1985. Quant à l'enseignement secondaire, il nécessite par contre de longs déplacements, dans la mesure où le nombre de lycées dans la région est assez limité, et se concentre dans les villes principales et dans quelques bourgs.

Dans la wilaya d'El Bayadh par exemple, la moitié des lycées (trois sur six) se trouve au sein du chef-lieu El Bayadh, le reste est à El Abiodh Sidi Cheïkh, Bougtob et Brézina. Cette dernière est la seule agglomération non urbaine qui a réussi à en acquérir un, après le dernier découpage daïral de 1991. Avant 1975, El Bayadh possédait le seul lycée de la région tout entière.



Actuellement, le nouveau découpage daïral devrait permettre théoriquement la création d'un lycée à chaque chef-lieu de daïra, suivant la grille d'équipement. Brézina, l'un de ces nouveaux chefs-lieux, a déjà réussi à en posséder un, grâce à la présence et à l'intervention dynamique de ses collectivités. Cette nouvelle organisation administrative va-t-elle permettre d'approcher de plus en plus les lycéens de leurs lieux de scolarisation dans un espace aussi vaste que celui de la steppe sud-oranaise ? Il existe toutefois des insuffisances dans quelques communes. En effet, 14 sur les 22 communes de la wilaya d'El Bayadh, ont des taux d'électrification qui dépassent les 50 %; les moins équipées sont en général les communes steppiques à vastes superficies, qui demandent beaucoup plus de travaux que les petites communes de l'Atlas Saharien par exemple. Les communes urbaines sont en fait les plus équipées.

D'autres tentatives sont aussi à signaler, par exemple les opérations de désenclavement des agglomérations steppiques, par la création des axes routiers. Les efforts sont considérables si on remarque l'évolution du réseau routier durant des années, bien que l'émergence d'un nombre élevé d'agglomérations, n'ait pas permis à cette évolution de suivre le rythme. Ainsi, beaucoup de localités nouvelles sont mal desservies, puisque des chefs-lieux de communes sont liés par des pistes au réseau routier existant, c'est le cas de El Mehara, Krakda...etc.

L'immensité des espaces dans la steppe sud-oranaise, rend difficile l'étouffement des voies de communications, mais en dépit de cela, beaucoup de projets sont inscrits dans des programmes sectoriels ou de P.C.D, qui concernent des liaisons routières entre agglomérations. (Carte: 3.A) Le réseau routier ancien était basé sur des axes méridiens, qui répondait aux objectifs de la colonisation, à savoir l'exploitation des ressources naturelles de la région (bétail, alfa..). A présent, les axes transversaux sont encore insuffisants, il n'existe pas une liaison directe par exemple entre El Bayadh et Mécheria, alors qu'elles sont les deux villes les plus importantes de la région. Le S.R.A.T et le P.A.W sont plutôt conscients de ce phénomène; c'est ainsi qu'ils ont proposé ces types d'axes à l'intérieur de la région et même avec l'extérieur. (Carte : 3.B)

#### **4- Les Hautes Plaines Sud-Oranaises dans la conjoncture actuelle : Quel avenir ?**

Durant cette période marquée par la transition vers la libération du marché, l'avenir de la steppe n'est pas aussi clair si on remarque les tendances actuelles. Les différents programmes et plans nationaux entrepris par l'Etat depuis l'indépendance jusqu'à présent, ont subi les conséquences du système de développement sectoriel, dans l'absence d'une vision spatiale inscrite dans une stratégie territoriale plus globale où tous les aspects du développement sont imbriqués.

Toutes les actions entreprises par l'Etat dans la steppe n'ont fait qu'accroître les déséquilibres déclenchés durant la période coloniale. Le problème de la steppe à présent n'est pas seulement le chômage, le sous-équipement ou le désenclavement, mais il existe un autre plus grave qui est celui de la désertification et de la dégradation de la steppe. Ce phénomène écologique ne cesse de s'étendre et menace de compromettre toute action de développement.

Dans une période caractérisée par un désengagement de l'Etat, il semble qu'il ne faut pas attendre de l'Etat, la solution de tous les problèmes, sans que ce dernier, lui échappe la structuration et l'observation territoriale.

Les actions d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire et notamment dans un espace où l'aspect communautaire est très présent, doit obligatoirement s'inscrire dans la concertation avec les différents partenaires et qui réclame et nécessite un consensus quant à sa faisabilité.

#### **Conclusion :**

Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, l'Algérie a connue des mutations importantes tant dans son espace que dans sa société. Toutefois, ces changements ne se sont pas fait sans ruptures et sans nuances. En effet, la politique de développement de l'Etat présente des distorsions et des exclusions multiples car elle n'a pas été soutenue par une politique territoriale adéquate.

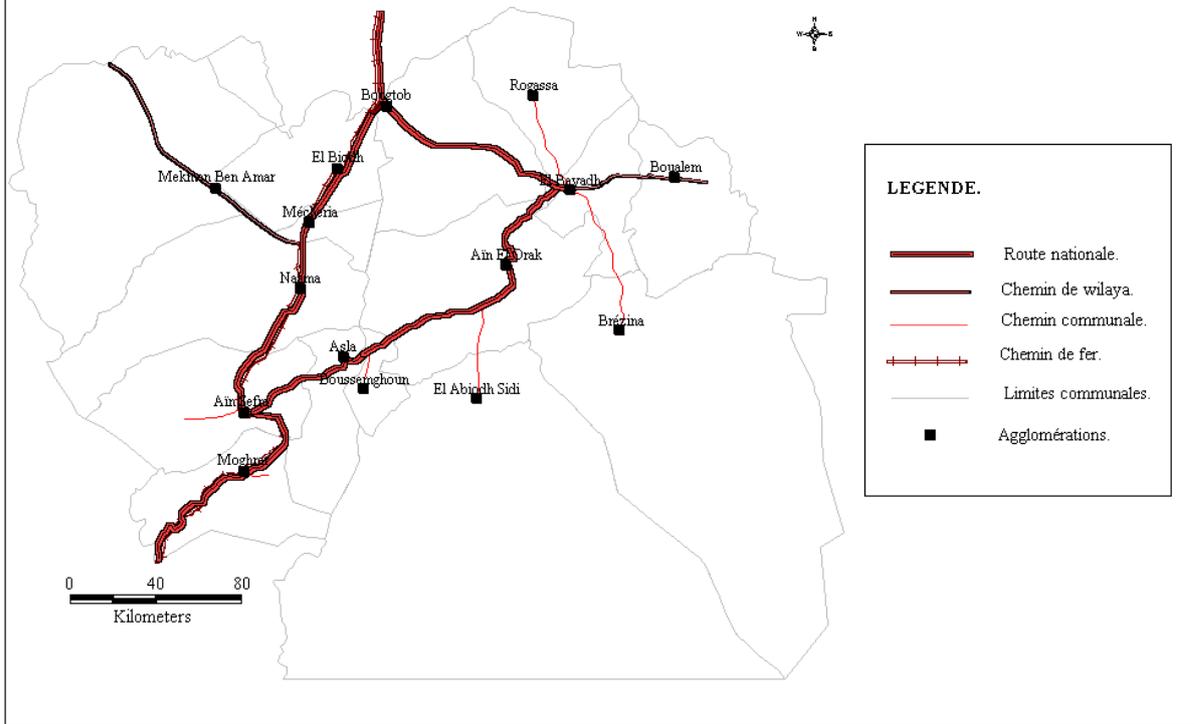
Les Hautes Plaines Steppiques sont l'une des régions du pays qui sont « victimes » des exclusions de cette politique. Les différents plans nationaux (Premier Plan Triennal, Premier et Deuxième Plan Quadriennal) ainsi que le Programme Spécial de la Wilaya de Saïda qui couvraient une grande partie de la steppe, n'ont pas pu sortir la région de son retard par rapport à d'autres régions du pays. La répartition géographique des investissements n'était pas judicieuse, puisque le nord de la wilaya de Saïda s'est accaparé de la majorité des projets industriels. Les quelques investissements que la steppe a pu récupérer dans le domaine de l'habitat et l'éducation essentiellement, ont été absorbés par les villes importantes de la région au détriment des zones éparées.

Après 1985, la steppe sud-oranaise va être bouleversée sur le plan administratif, avec en premier lieu, la création de deux wilayas et en second lieu, le nombre de ses communes a plus que doublé. Cette action de maîtrise effectuée par l'Etat, avait un rôle appréciable dans l'assistance et l'encadrement de la population pastorale en matière de services, administratifs et éducatifs essentiellement. Après cette date, l'école est devenue possible pour la majorité des enfants de la steppe, notamment pour les enfants nomades. Ce début d'équipement de la steppe sud-oranaise, n'a pas été suivi par un développement économique. Les quelques implantations industrielles reçues étaient ponctuelles et concernaient quelques villes de la steppe. En fait, dans la steppe, la majorité des programmes sectoriels surtout, ont concerné beaucoup plus l'espace physique (boisement le long des routes, boisement autour des agglomérations, lutte contre la désertification...).

Malgré des efforts considérables dans le domaine de services sociaux et de la scolarisation essentiellement, et dans celui du désenclavement par la création de nouveaux axes routiers, tout reste à faire semble-t-il dans la steppe. Dans une période de transition économique difficile, les Hautes Plaines Sud-Oranaises sont soit livrées à elle mêmes, avec un développement spontané qui risque d'aggraver sa situation écologique et économique actuelle, ou bien seront elles encadrées enfin par une politique d'aménagement du Territoire consciente des espaces suscitant un traitement spécifique ?

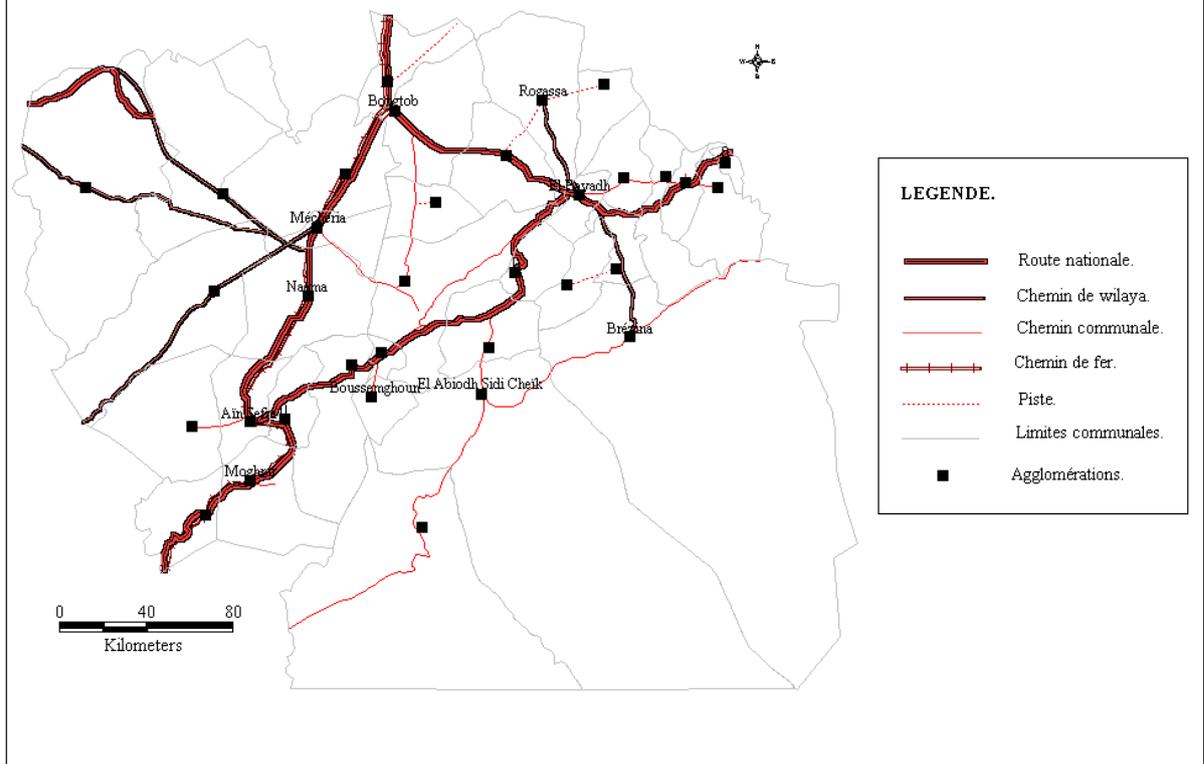
Carte: 3 A

SITUATION DU RESEAU ROUTIER DES HAUTES PLAINES SUD-ORANAISES ( AVANT 1975 ).



Carte: 3 B

SITUATION ACTUELLE DU RESEAU ROUTIER DES HAUTES PLAINES SUD-ORANAISES.



## Références bibliographiques :

- BEDRANI S. (1993/94) : La place des zones steppiques dans la politique agricole algérienne, in *Parallelo 37°*, N° : 16, pp : 43-52.
- B.N.E.D.E.R. (1987): Etude de développement en zone steppique, aspects socio-économiques: Cas de la wilaya de Naama, communication présentée au séminaire portant sur la situation et les perspectives du développement des Hauts Plateaux, organisée par l'union des Economistes et Sociologues Algériens, Saïda, du 10 au 12 Février 1987, 9 pages.
- BOUKHOBZA M. (1982): L'agro-pastoralisme algérien, de l'ordre tribal au désordre colonial, O.P.U, Alger, pages.
- CHERRAD S.E. (1993): L'aménagement de l'espace rural en Algérie: Essai de Bilan, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n°: 85-86, pp: 39-48.
- COUDERC R. (1979): Géographie et développement: Les Hautes Steppes Sud-Oranaises, Thèse d'Etat, Montpellier III, 655 pages, 61 cartes, 17 tableaux et 80 figures.
- HADDAB M. (1976) : Eléments de problématique pour une approche des structures de la perception dominante de l'espace steppique, in Actes du colloque « Méthodes d'approche du monde rural », Paris janvier 1976, publié par l'OPU, Alger, 1984, pp : 219-228.
- HADEID M. (1996) : Croissance et développement de petites villes et leur rôle dans l'organisation de l'espace de la steppe sud-oranaise (Algérie occidentale), Thèse de Magister en Géographie, Université d'Oran, 209 pages.
- KHELIL A.E.K. (1997) : L'écosystème steppique : Quel avenir, Editions DAHLAB, Alger, 187 pages.
- KHELIL A.E.K. (1998) : Les villes dans la revitalisation des espaces des Hauts Plateaux, in « Demain l'Algérie, les dossiers de maîtrise de la croissance des villes », MEAT, Alger, 324 pages.
- MASSARDIER G. (1996) : Expertise et aménagement du Territoire, l'Etat savant, l'Harmattan, Paris, 285 pages.
- NANCY M. (1979) : Le remodelage de l'espace rural en Algérie : Recherche sur les mutations des sociétés : analyse critique d'une opération d'aménagement rural : 1000 villages socialistes en Algérie, Thèse de Troisième cycle, Aix en Province, Marseille, 291 pages.
- RACHID SIDI BOUMEDIENE (1991): Restructurations Territoriales, Restructurations des pouvoirs, communication présentée au Colloque International sur l'Aménagement du Territoire et Réorganisation Wilayale en Algérie, organisé par l'I.G.A.T, Oran et "URBAMA", Tours, Oran, du 24 au 28 novembre 1991, 11 pages.
- RAHMANI Ch. (1995) : Demain l'Algérie, l'Etat du Territoire, la reconquête du territoire, in « Les Dossiers de l'Aménagement du Territoire » (MEAT), OPU, Alger, 432 pages.
- VAN MALDER R. (1975) : La révolution agraire en Algérie : Tournant politique ou infléchissement technique, in *Civilisation* n° : 3-4.
- WEEXTEEN R. (1977) : Révolution agraire et pastoralisme, in « Problèmes agraires au Maghreb », Editions CNRS, Paris, pp : 195-201